



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-22
Séance du 30 juin 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 30 juin à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Deyrat, Huber, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Balsan pouvoir à M. Deyrat, M. Castellon pouvoir à M. Perez, Mme Joannot pouvoir à M. Oudinot

Absents excusés : /

Secrétaire de séance : Mme Romane Palau

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 20

Absents : 0

25 juin 2020

Procurations : 03

Votants : 23

Objet : Cession d'une serre appartenant à la commune (espace Pivot)

Pour rappel, M. le maire informe, les membres du conseil municipal que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrée BE 17 ancienne pépinière Pivot, située en zone humide et en zone d'expansion de crue en bordure de la Mosson.

Un plan de gestion des prairies et ripisylves de la Mosson a été réalisé pour fixer les grands objectifs de gestion à atteindre et définir des actions de restauration. Des propositions d'aménagements et de restauration ont été validé par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la loi GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

- La parcelle est inscrite au SAGE comme Zone d'Expansion de Crue (ZEC) à reconquérir et comme zone humide à restaurer ;
- Les prairies alluviales de la Mosson sont les premières ZEC après la tête de bassin et avant des secteurs de gorges. Cette physionomie accentue le caractère de ZEC à reconquérir ;
- La zone joue un rôle de protection de captage d'eau ;
- Le lien avec l'Agriparc, le SCOT et la métropole montpelliéraine en fait un « poumon vert » très prisé des habitants ;
- La renaturation de la parcelle représente un gain significatif de fonctionnalité, notamment du point de vue des Trames vertes et Bleues ;
- Le lieu illustre les synergies mises en place pour que les milieux naturels (particulièrement les zones humides) soient intégrés dans un contexte urbain. Le site pourra devenir un lieu d'exemple pour la sensibilisation et la valorisation des « bonnes pratiques » à mettre en place pour la conservation des zones humides.

L'ensemble de ces raisons en fait un site aux enjeux particulièrement importants. Ainsi, l'aménagement de la parcelle BE 17 prend tout son sens.

Sur cette parcelle communale, une serre acier, de 30 mètres de long sur 8 mètres de haut et 8 mètres de large, destinée à destruction dans le contexte présenté ci-dessus est susceptible d'être cédée. Dans un objectif de développement durable, la commune souhaite ainsi valoriser ce patrimoine existant en permettant la réutilisation de cette structure,

réalisant alors l'économie du coût de la destruction et évitant de fait la production de déchets. Les conditions sont les suivantes :

- Utilisation future à caractère professionnel : Agriculteurs, pépiniéristes, lieu d'expositions artistiques, divers activités...
- Prix d'acquisition conforme à l'avis proposé par les domaines le 12 juin 2020 et fourni en annexe soit 1200 € +- 15%.
- Démontage et enlèvement à la charge de l'acquéreur.

Plusieurs professionnels se sont d'ores et déjà présentés pour cette acquisition.

Le conseil municipal sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité accepte de céder cette serre dans les conditions ci-dessus et autorise M. le maire à signer toutes les pièces nécessaires à sa mise en application.

Lavérune le 30 juin 2020

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr
nomenclature : 7.1.1